

GUERRE A LA ONE BIG UNION

DEUX MEMBRES DU COMITE EXECUTIF DE LA FEDERATION AMERICAINE DU TRAVAIL ONT FLETRI HIER LES PRINCIPES ET LES PROCEDES DE LA NOUVELLE ORGANISATION OUVRIERE.

Hamilton, 24.—MM. J. W. Hayes et Matthew Wall, membres du comité exécutif de la Fédération américaine du Travail, ont violemment dénoncé, hier après-midi, au congrès des métiers et du travail, la "One Big Union", les méthodes adoptées par les chefs du mouvement et pratiquement tout ce qui s'y rattache. Ils ont prétendu que la "One Big Union" est fortement opposée au travail organisé et constitue une tentative faite il y a trente ans aux Etats-Unis et qui, dans le temps, fut jugée défectueuse.

Les orateurs, membres du service des étiquettes d'union de la Fédération Américaine du Travail, qui sont actuellement en congrès à Hamilton, ont créé quelque sensation quand ils ont commencé à dénoncer ce mouvement qui compte un assez grand nombre de partisans parmi les délégués de ce congrès. Les opinions qu'ils ont exprimées ont piqué quelques-uns d'entre eux et les interruptions ont été fréquentes, mais plus souvent les cris de désapprobation ont été étouffés par les vibrants applaudissements des membres plus modérés du congrès.

On a tenté d'interrompre les orateurs, mais le président Moore y est allé de main de fer en aver-

tissant les délégués qu'ils auraient

tous les avantages de discuter la

question quand elle serait soumise

au congrès plus tard.

La question de la "One Big

Union" est venue aussi sur le ta-

pis sous une autre forme, au dé-

but de la journée, alors qu'une ré-

solution proposée par Georges

Armstrong, de Winnipeg, préconi-

ant une forme de gouvernement

soviet, demandant la retraite im-

médiate des troupes en Russie et

priant le gouvernement de refuser

toute aide financière ou autre au

gouvernement bourgeois de la Rus-

sie, a été renvoyée au comité pour

être mise à l'étude.

M. Hayes a déclaré qu'il est heu-

reux pour le Canada que la grève

de Winnipeg se soit produite, car

elle a démontré la fausseté des

principes de la "One Big Union".

Les efforts pour rompre les orga-

nisations ouvrières, a cit l'orateur,

n'auront pas plus de succès qu'il

il y a 30 ans. Je suis inaltérablement

opposé à la "One Big Union", par-

ce que je ne la crois pas pratique.

Je reconnais qu'il existe beaucoup

d'agitation au Canada et aux Etats-

Unis et que le mécontentement est

justifié. La hausse des salaires

n'est pas en proportion de la cher-

te de la vie. Cela suffit à causer

des troubles.

M. Wall s'est montré encore plus

opposé que son collègue de résou-

dre les divers problèmes nés de la

guerre "non par la passion, mais

par la raison". A cette époque cri-

tique, le prolétariat ne peut se di-

viser, a-t-il déclaré. Ce qui retarde

le progrès de l'unionisme, ce ne

sont pas tant l'hostilité et la classe

des capitalistes que les agitateurs

de profession, responsables de la

scission. Ils utilisent l'arme de la

grève, non comme une arme éco-

nomique, mais comme une arme

révolutionnaire, avec l'arrière-

pensée d'établir un gouvernement

de soviets. Que les ouvriers ne fas-

sent pas le jeu des capitalistes en

se divisant.

Avec un grand enthousiasme, les

délégués ont approuvé l'attitude de

M. Moore qui arrangera une entre-

vue avec les membres du gouverne-

ment pour protester contre la pro-

hibition.

Un grand débat s'est engagé sur

le projet de logements ouvriers du

gouvernement. Le président du co-

mité a exprimé le regret que le

gouvernement n'ait pas cru devoir

adopter sa recommandation, à sa-

voir que les prêts pour fins de cons-

truction soient faits directement

aux intéressés. Un comité a été

nommé pour s'occuper de la ques-

tion. Il se compose des délégués

suivants: Bruce, de Toronto; Ma-

thieu, de Montréal; Steele, de Syd-

ney; Watson, de Moose Jaw et

Leavitt, de l'Alberta.

Selon quelques délégués, les ra-

dicaux sont en quête de candidats,

en opposition aux membres de l'ex-

écutif actuel qui sont d'esprit con-

servateur pour la plupart. Les of-

ficiers combattront toute résolution

qui ne sera pas conforme aux prin-

cipes du mouvement des unions

ouvrières. Le poste de secrétaire

permanent qu'occupe actuellement

M. Draper, à Ottawa, serait en par-

ticulier l'objet des attaques. Les

extrémistes s'efforceront de délo-

ger M. Draper en demandant que

les appointements du secrétaire

soient de 82,500 et qu'il consacre

tout son temps à ses fonctions.

M. Draper est un employé du gou-

vernement et reçoit 81,000 par an-

née, en rémunération de ses servi-

ces de secrétaire du congrès. L'a-

bandon de son poste de fonction-

naire du gouvernement pour la

charge de secrétaire permanent du

congrès entraînerait un sacrifice

considérable de sa part.

La plus grande discussion porte-

ra probablement sur la résolution

suivante: "Vu que la présente for-

me d'organisation dans ce pays ne

suffit plus à protéger nos intérêts,

il est résolu que ce congrès se pro-

nonce en faveur de l'action directe

et de la forme industrielle de l'or-

ganisation et prenne des mesures

immédiates en ce sens."

Des résolutions ont été déposées

pour préconiser la nationalisation

des entrepôts frigorifiques et des

fabriques de produits alimentaires,

l'établissement de coopératives, un

salaires minimum d'85 par journée

de 8 heures, la fixation d'un profit

maximum de 15 p.c. sur tous les

articles nécessaires à la vie, des

des pensions aux veuves, l'abroga-

tion de l'"Industrial Disputes Act",

la reconnaissance des négociations

collectives et le paiement du même

salaires aux ouvriers agricoles

qu'aux ouvriers urbains.